Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MERCREDI 25 AOÛT

N° 237 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56 942

FRANCE SOIR

LA GRÈVE
REPREND

LA SOLIDARITE

NATIONALE

PRECHEE

PAR GISCARD

Il faudrait, selon le
gouvernement, que le
pays applique une «soli-\
darité nationale» vis à vis
des paysans qui ont été
touchés, sinon ruinés,
par la sécheresse.

C'est une manière bien
facile de se dédouaner de
ses responsabilités écra-
santes dans les consé-
quences de la sécheres-
se. Il entend par là, se
donner l'image d'un
champion de la justice
sociale. La bourgeoisie
française, qu'on ne sau-
rait créditer d'avoir orga-
nisé la sécheresse, est
quand mâme bien aise
d'en utiliser les consé-
quences pour accélérer
la concentration capita-
liste à la campagne.
Pourtant, aujourd'hui, si
le gouvernement recule
en envisageant de verser
un acompte sur l'indem-
nisation, c'est bien pour
essayer de désamorcer la
colère paysanne. On ne
sait toujours pas, d'ail-
leurs sur quelle base et à
qui cet acompte pourrait
être versé. Il y a, de
toutes façons, fort à
parier, qu'il profitera, u-
ne fois encore, plus aux

gros agrariens qu aux pe-
tits paysans.

Avancer aujourd'hui
l'idée de la «solidarité
nationale», c'est, pour la
bourgeoisie, éviter de dé-
signer qui est le respon-
sable des conséquences
de la sécheresse. Et c'est
aussi faire mine de croire
que seuls les paysans,
sans distinction de clas-
ses, ont été touchés par
la sécheresse.

En fait, d'une part, les
méfaits subis varient se-
lon la richesse des pay-
sans, et, d'autre part,
c'est l'ensemble des cou-
ches populaires qui ont
pâti aussi de la politique
du gouvernement, à cau-
se des augmentations de
prix, à cause de la spé-
culation éhontée. Une
véritable mise en condi-
tion de l'opinion est au-
jourd'hui tentée : à la
radio, on interroge les
gens pour savoir ce qu'ils
pensent de cette «solida-
rité», on désigne à la
vindicte les «mauvais»
qui y rechignent. Il s'agit
de couvrir les vrais res-
ponsables.

Suite p.3

Tremblement de terre en Chine p.2
Après le coup d'éclat de Simeoni.
E.Maire appelle le CNPF à négocier.
Le socialisme selon le PCF... p.3
Unimel : Encore 1 licenciement p.5
Un remaniement qui ne changera
rien. p.6 Succès de la grève à Johannesburg.
Liban : Les fascistes se préparent à
attaquer Tripoli. p.7
Corée : recul américain ?

Carter d'accord avec Ford.

Espagne : l'amnistie de Juan Carlos
loin des exigences des masses. p.8
Point de vue sur le festival d'Avi-

gnon. p.11

Décision en Conseil des

Ministres cet après-midi

SERA

COMPTE

Pour juger des mesures
qui seront prises aujour-
d'hui par le conseil des
ministres et qui seraient,
d'après Bonnet, «signifi-
catives et substantielles».,
plusieurs points doivent
être rappelés.

LES PREMIERES MIETTES

ACCORDÉES JUSQU'ICI

Rappelons tout d'abord
les quelques mesures qui
ont déjà été prises.
1) Une provision de 100
millions a été mise à la
disposition des départe-
ments qui ont à charge de
les accorder sous forme
de crédits exceptionnels
aux agriculteurs les plus
touchés.

2) Un million de francs
- hors encadrement- a été
mis à la disposition du
Crédit Agricole pour ac-
corder «des prêts calami-
té», auquel s'ajoutent
deux cents millions qui
viennent d'être débloqués.

Voilà les deux premiers
aspects du «miniplan», dé-
cidé vendredi dernier. Di-
sons tout de suite que, si
Chirac comptait faire de
l'effet avec ces miettes,
c'est tout à fait raté, les
manifestations qui se sont
poursuivies durant le
week-end en sont la preu-
ve.

La journée d'hier a été
marquante pour la lutte
menée par les journalistes
de France Soir contre la
main-mise d'Hersant. Tout
d'abord, le juge des réfé-
rés a reporté à samedi sa
décision sur l'illégalité de
l'accord entre Winckler et
Hersant.

Au cours de l'audience,
l'avocat de Winckler a
déclaré : «L'action des
journalistes de France Soir
est irrecevable, car ceux-ci
ne sont que des journalis-
tes salariés et des gré-
vistes», qu'ils n'avaient
qu'à partir si «l'orientation
du journal ne leur conve-
nait pas»...

SUITE PAGE 3

En effet, comment les
paysans pauvres et
moyens, qui sont pour la
plupart déjà lourdement
endettés, se satisferaient
d'une subvention squelet-
tique et d'un éventuel
nouvel emprunt ?

Le troisième volet des
mesures d'urgence qui de-
vaient être prises, l'acom-
pte immédiat à valoir sur
le montant global, n'a
pas été fixé vendredi der-
nier. C'est pourtant le
montant de cet acompte
et les modalités de sa
répartition qui seront déci-
dés aujourd'hui, qui re-
tiendront le plus l'atten-
tion des paysans.

Dans certainesrégion, les éleveurs sont réduits à abattre des chênes pour nourrir leur bétail.

Seveso

UNE BOMBE

EN PLEINE CRISE
|W"' "T'ZJ i'
NfcflCJElLESI

suite p.4

IDEAL-STANDARD

(Dammarïe-les-Lys)

UN TOURNANT

DANS LA LUTTE

voir p.5

Lire en page 12 le début du reportage
de notre envoyé spécial